

DIRECTION DES RÉDACTIONS MÉDICALES

Jean Deleuze

Rédactrice en chef adjointe

Kristell Delarue kdelarue@gmsante.fr

Rédactrice en chef web

Cinzia Nobile cnobile@gmsante.fr

Secrétaire générale de rédaction

Anne-Hélène Rabreau ahrabreau@gmsante.fr

Secrétaire de rédaction

Laura Martin Agudelo lmagudelo@gmsante.fr

Assistante éditoriale

Inès Labat ilabat@gmsante.fr

Secrétariat de la rédaction

Patricia Fabre (6971) pfabre@gmsante.fr

COMITÉ DE RÉDACTION SCIENTIFIQUE

Jean-Michel Chabot, Jean Deleuze, Jean-Noël Fiessinger, Olivier Fain, Bernard Gavid, Aurélie Pham, Alain Tenaillon

CONSEILLERS SCIENTIFIQUES 2018-2020

Robert Benamouzig, Olivier Bonnot, Didier Bouccara, Antoine Brézin, Eric Caumes, Sylvain Choquet, Sophie Christin-Maitre, Ariel Cohen, Anne De La Tour, François Desgrandchamps, Olivier Fain, Claire Fourcade, Olivier Gout, Pascal Hilliquin, Alexandre Karras, Delphine Kerob, Etienne Larger, Mathie Lorrot, Aurélien Lorthioir, Olivier Mermet, Stéphane Mouchabac, Geneviève Plu-Bureau, Sébastien Rivière, Camille Taillé

Directrice artistique

Cécile Formel (6928) cformel@gmsante.fr

RÉALISATION

Rédacteurs-graphistes Cristina Hoareau, Florence Mauduit

Rédacteurs-réviseurs Jehanne Joly, Virginie Leforest



La Revue du Praticien - Médecine Générale[®] est une publication de Global MÉDIA SANTÉ SAS Principal actionnaire : SFP Expansion
www.globalmediasante.fr
Capital de 4 289 852 € - Durée de 99 ans à compter du 30.03.99 - ISSN : 0989-2737 - Dépôt légal à parution - N° commission paritaire : 0624 T 81576 - ROUTAGE : Slep - 77590 Bois-le-Roi

DIRECTION GÉNÉRALE, DIRECTION DES PUBLICATIONS

Alain Trébuçq (6903) atrebuçq@gmsante.fr

DIRECTRICE FINANCIÈRE

Corine Vandenbroucke (6852) cvandenbroucke@gmsante.fr

DIRECTEUR DES OPÉRATIONS

Laurent Scullino (6904) lscullino@gmsante.fr

RESPONSABLE DES ABONNEMENTS

Vincent Cadio (6945) vcadio@gmsante.fr

DIRECTION COMMERCIALE

Directeur de clientèle

Eric Durand (6886) edurand@gmsante.fr

Directrice de la publicité

Cécile Jallas (6915) cjallas@gmsante.fr

Senior business developer

Benoît Sibaud (6917) bsibaud@gmsante.fr

Chef de publicité

Agnès Chaminand (6962) achaminand@gmsante.fr

Administration des ventes

Maria Costa (6881) mcosta@gmsante.fr

Directrice de projets

Nadia Belehssen (6808) nbelehssen@gmsante.fr

ABONNEMENTS Tarif France 209 €/an (10 numéros)
Tél. : 01 55 62 69 75 - Fax : 01 55 62 69 56
e-mail : abo@gmsante.fr



La revue adhère à la charte de formation médicale continue par l'écrit du Syndicat national de la presse médicale et des professions de santé (SNPM) et en respecte les règles (charte disponible sur demande). Reproduction interdite de tous les articles sauf accord avec la direction.

Provenance du papier (SIEP) : Suisse

Taux de fibres recyclées : 55 %

Eutrophisation : Ptot 0,013 Kg/To de papier



10-32-2813 / Certifié PEFC / pefc-france.org



ÉDITORIAL



Par **Kristell Delarue**

Enfants de la crise sanitaire, un avenir entravé ?

Septembre 2021, le moment idéal pour s'interroger sur les conséquences pédiatriques de la crise sanitaire du Covid-19. Une fois rassurés sur le fait que les jeunes enfants faisaient majoritairement des formes bénignes de la maladie, a surgi la crainte des impacts indirects de la pandémie : ceux des mesures prises pour l'enrayer.

Dès le début du premier confinement, les passages aux urgences ont globalement diminué mais nettement augmenté pour les traumatismes graves (accidents domestiques et violences directes). Les consultations pour troubles psychiatriques (deuils pathologiques, troubles anxieux, phobiques, dépressifs) ont suivi la même croissance. De ce fait, la Société française de pédiatrie alertait déjà en avril 2020 sur la nécessité de rouvrir les écoles ; la Société française de pédiatrie médico-légale publiait, elle, des recommandations pour le repérage des violences sur enfant en mai 2020.

De nombreuses études leur ont ensuite donné raison, confirmant l'augmentation des manifestations pédopsychiatriques (+ 30 % de consultations aux urgences pour ce motif). En parallèle, le Groupement d'intérêt public enfance en danger (Giped) a effectivement noté un nombre d'informations préoccupantes majoré de plus de 30 % par rapport à 2019, pendant le premier confinement. Il est aisé de présager que ces effets ne peuvent qu'être plus fréquents en contexte social défavorable : accès aux soins entravés, isolement majoré, conditions de vie dégradées... L'école est un lieu de socialisation et un lieu tiers pour les élèves au contexte de vie difficile, mais il est d'abord un lieu d'apprentissage. Selon l'Unesco, la France a connu l'une des durées les moins longues de fermeture des établissements : 10 semaines (contre 28 pour l'Allemagne, 47 pour les États-Unis). Pourtant, les compétences scolaires ont pâti de cette interruption : 68,8 % des élèves de CP-CE1 maîtrisaient la lecture à voix haute en juin 2020 contre 72,6 % l'année précédente.¹ Chacun d'entre nous se souvient

d'avoir bataillé avec des familles apeurées par le risque d'infection et préférant ne pas profiter de la réouverture des écoles. Il est à craindre que ce sont ces mêmes familles qui ne disposent pas d'un espace de travail pour leurs enfants au domicile : certaines études ont montré que ce sont les parents les plus diplômés qui ont été les plus enclins à rescolariser leurs enfants en mai 2020.²

Au-delà des conséquences immédiatement visibles, il faut se rendre à l'évidence : l'impact péjoratif sur le neurodéveloppement est aussi possible ! La neurotoxicité des sécrétions hormonales en contexte de stress ou d'isolement social, les possibles troubles de l'attachement dès la naissance (séparations précoces, pères exclus des maternités...), la surexposition aux écrans (en augmentation pour les moins de 6 ans selon 37,4 % des parents vus en centres de Protection maternelle et infantile à Paris³), la sédentarité accrue, les répercussions des violences (directes ou conjugales), les troubles du sommeil, les troubles alimentaires (difficultés économiques, modifications de comportement) ne sont pas sans risque pour un organisme en construction. D'autant qu'ils perdurent au-delà du confinement.

Au plus fort de la crise, les initiatives locales et nationales ont été nombreuses pour prévenir tous ces effets, mais elles ont probablement été insuffisamment coordonnées et trop peu dirigées vers les plus précaires. Le Haut Conseil de la santé publique a dessiné des recommandations⁴ pour lisser les inégalités sociales de santé des enfants accrues par la crise. Il va s'agir de les consolider pour que le souvenir soit constructif plutôt qu'amer ! <

RÉFÉRENCES

1. Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports. Note d'information n° 21.02, janvier 2021.
2. Van Lancker W, Parolin Z. Lancet Public Health 2020; 5(5):e243-4.
3. Carayol M, Berrault E, Jung S, et al. Bull Epidémiol Hebd 2021;(Cov_10):2-12.
4. HCSP. Avis du 18 juin 2020.